



## **Le secteur de l'énergie dans une transition profonde vers une transformation énergétique**



L'hydrogène peut être produit de façon décarbonée et économique grâce à la technologie de l'électrolyse, qui consiste à séparer une molécule d'eau en Hydrogène (H<sub>2</sub>) et en Oxygène (O<sub>2</sub>) par un apport d'électricité, à condition que l'électricité ayant servi à le produire soit elle-même produite à partir de sources renouvelables. La production d'hydrogène par électrolyse de l'eau présente à terme une solution structurante pour l'intégration des énergies renouvelables au système énergétique. Ainsi produit, l'hydrogène permet d'accélérer la décarbonation de plusieurs secteurs dans l'industrie, la mobilité et les réseaux de gaz. L'hydrogène permet d'accélérer la décarbonation de plusieurs secteurs comme l'industrie et la mobilité. Le Maroc ne veut pas perdre de temps et ambitionne de se positionner rapidement par rapport à cette énergie verte du futur, face à des concurrents régionaux de taille comme l'Arabie saoudite et l'Égypte.

Le Maroc occupe une place de choix dans notre prochain portefeuille de projets dans l'hydrogène vert. Le pays dispose du taux d'ensoleillement le plus élevé du pourtour méditerranéen et d'une proximité géographique avec l'Europe, un continent vers lequel on pourrait exporter notre énergie.



## Réunion du Comité Technique AREI



Dotée d'importantes ressources énergétiques renouvelables, l'Afrique peut adopter des technologies innovantes et durables et jouer un rôle de premier plan dans l'action mondiale visant à façonner un avenir énergétique durable.

Le potentiel renouvelable de l'Afrique pourrait massivement aider à surmonter l'un des principaux défis de développement socio-économique du continent, à savoir le manque d'accès à l'électricité, en particulier dans la région subsaharienne .

Cependant, le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique est encore largement inexploité en raison de défis et d'obstacles multiples et interdépendants. Les incertitudes politiques, les infrastructures inadéquates, y compris les réseaux électriques, les situations financières instables et l'accès limité au financement privé et étranger ne sont que quelques-uns des principaux obstacles qui entravent la pleine exploitation des énergies renouvelables en Afrique.

De nombreux pays africains ont mis en place des politiques de promotion des sources d'énergie renouvelables au cours de la dernière décennie. Quarante-cinq pays africains ont fixé des objectifs - et des activités pour soutenir - l'expansion des énergies renouvelables dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. De plus, de nombreux pays – dont le Maroc, le Sénégal, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Kenya – affichent des tendances encourageantes en matière de nouvelles capacités d'énergie renouvelable, soutenues par un engagement politique accru et une baisse rapide des prix des énergies renouvelables.

Malgré la dynamique positive, les cadres juridiques et réglementaires restent souvent mal structurés. Des cadres réglementaires solides jouent un rôle crucial pour attirer les investissements privés nationaux et étrangers dans les énergies renouvelables.

L'AREI se positionne comme un cadre fédérateur des initiatives et autres programmes existants dans le secteur des énergies renouvelables sur le Continent. L'AREI collaborera avec eux et les influencera, créera les moyens d'échanger les meilleures pratiques et expériences et facilitera l'identification et la coordination des opportunités d'investissement aux niveaux national, régional et continental.

La mise en œuvre réussie de l'AREI créera les conditions pour que les énergies renouvelables apportent une contribution significative (300 GW) à la satisfaction des besoins énergétiques du continent estimés à environ 600 GW en 2030.

A cet égard, l'Initiative Africaine pour les Energies Renouvelables (AREI) organisera une plateforme technique au Maroc .

L'objectif principal de ces échanges était de proposer et d'échanger des connaissances et de mettre en place des mécanismes de consultation pour une réglementation durable efficace afin d'enrichir le contexte et la capacité des parties prenantes, afin de développer avec succès un ensemble cohérent et synergique de réglementations réalistes et maximisant les avantages et le bien-être du continent africain .

Les différents échanges des membres du Comité technique ont tourné autour des points suivants :

- Les 60 projets UE
- Le recrutement du Head de l'IDU
- Les nouvelles fiches de postes pour les équipes de consultants de l'IDU

Durant cette session, il a été distribué aux participants des documents relatifs aux projets.



# RAPPORTS TECHNIQUES

## La mobilisation des ressources

L'Initiative africaine AREI pour les énergies renouvelables reconnaît que l'ampleur des défis énergétiques de l'Afrique est énorme, tout comme les opportunités qui y sont associées, donc en se basant sur son engagement dans le changement transformateur et son appui politique, la vision de l'AREI pour 2030 est de supporter les pays africains à surmonter les défis existants liés au déploiement de l'énergie durable et à l'accès à l'énergie et stimuler la création de capacités institutionnelles et humaines adéquates et de cadres de collaboration efficaces afin d'attirer les investissements privés dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique et d'améliorer la situation financière du continent. À cet égard, la stratégie de mobilisation des ressources de l'AREI (RMS) présente les ressources nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de la phase II de l'AREI, qui comprennent le développement des 300 GW prévus d'ici 2030 et l'assistance technique associée, ainsi que les coûts de fonctionnement et d'opération de L'Unité indépendante de mise en œuvre (IDU) et du comité technique.



Le plan d'action de mobilisation des ressources s'appuie sur l'additionnalité et l'impact de l'AREI en mettant l'accent sur les piliers clés suivants liés à :

- (1) la forte volonté politique de l'AREI ;
- (2) pipeline de projets AREI et programme de labellisation ;
- (3) La contribution de l'AREI en matière d'assistance technique aux gouvernements pour promouvoir des cadres politiques, institutionnels, réglementaires et de marché favorable ; et
- (4) la connexion de l'AREI avec les pays africains par le biais des points focaux.

De plus, la stratégie de mobilisation des ressources prend en considération le contexte spécifique et les mécanismes recommandés pour les pays fragiles et vulnérables qui souffrent de conditions macroéconomiques instables, d'institutions et de gouvernance faibles et d'un manque d'infrastructures, avec des ressources et des capacités limitées.

La méthodologie adoptée est basée sur :

- L'évaluation du contexte énergétique durable en Afrique et l'identification des défis et des opportunités potentielles de développement des énergies renouvelables qui permettront de promouvoir le financement climat en Afrique, en mettant l'accent sur le rôle que joue l'AREI pour surmonter les obstacles identifiés entravant le développement de l'énergie verte en l'Afrique et supporter la promotion et le déploiement de l'énergie durable à travers le continent ;
- La présentation de l'additionnalité et des avantages pertinents de la phase II de l'AREI et sa contribution à la réalisation de 300 GW d'ici 2030
- L'identification des opportunités de financement disponibles qui pourraient aider l'Afrique à atteindre son objectif de 300 GW à l'horizon 2030 ;
- Le développement de la stratégie de mobilisation des ressources, y compris les ressources nécessaires, les objectifs, les canaux et les mécanismes, la stratégie de communication, le rôle et la responsabilité de l'AREI, le plan d'action, les recommandations et la procédure de mise en place de cette stratégie.

# La Grande interview du mois



**Mr Mohamed ABDALLA**

Ministre de l'énergie et du pétrole du SOUDAN

Le secteur pétrolier soudanais est administré et géré par le ministère du pétrole et la société pétrolière soudanaise, qui définissent des politiques et des plans pour gérer le secteur pétrolier.

Le ministère aura donc pour mission Exploration, production, raffinage, transport et distribution des richesses pétrolières par l'acquisition de technologies et de connaissances basées sur les normes internationales de qualité et de propreté de l'environnement. La mission prévoit le renforcement des capacités des ressources humaines soudanaises par l'élaboration de programmes de formation.

## **(1) Pourriez-vous nous parler de votre pays et de ses engagements en matière d'énergies renouvelables ?**

Pendant longtemps, l'humanité a utilisé des sources d'énergie renouvelables telles que l'eau et l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité. Toutefois, grâce aux avancées scientifiques et technologiques de ces dernières années, nous avons développé notre compréhension et accédé à des sources d'énergie alternatives telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne, qui offrent des coûts inférieurs à ceux des combustibles fossiles. Alors que le monde prévoit une augmentation constante des températures terrestres dans les années à venir en raison de l'utilisation croissante des combustibles fossiles, le Soudan s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre en tant que signataire de l'Accord de Paris (COP 21). Pour y parvenir, le Soudan dispose d'une stratégie globale axée sur l'électricité, en particulier le "plan du moindre coût", qui vise à intégrer les énergies renouvelables, notamment les énergies solaire et éolienne, avec une capacité de 700 MW pour le réseau électrique national et les zones non raccordées au réseau. En outre, le gouvernement a préparé un plan pour les toits solaires visant à connecter 250 MW de toits solaires photovoltaïques dans les zones urbaines jusqu'en 2033 en utilisant la méthode du comptage net pour la mise en œuvre du projet entre les consommateurs et les producteurs d'électricité. Parallèlement, nous avons préparé un plan pour les zones rurales et hors réseau visant à électrifier 1,1 million de systèmes solaires domestiques d'une capacité de 50 à 100 ou 200 watts. En outre, nous visons à électrifier de petits projets agricoles en utilisant des pompes solaires pour irriguer les fermes. Malheureusement, ces initiatives manquent de financement et d'investisseurs pour les exécuter entièrement, car ils sont nécessaires pour réaliser des progrès sur le terrain.

Cependant, ces engagements posent de sérieux problèmes, en particulier pour les pays africains, qui ont les niveaux d'émission de carbone les plus bas au monde et dont plus de 60 % de la population n'a pas accès à l'énergie. Le fait d'empêcher l'exploitation de ces ressources pétrolières a eu de graves répercussions sur la stabilité politique, économique et sécuritaire de ces pays et a privé des millions de citoyens d'opportunités d'emploi. Ignorer ces facteurs pourrait conduire à des problèmes importants, tels que l'instabilité politique et économique. L'Afrique doit donc trouver des moyens d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone tout en exploitant les ressources disponibles en pétrole fossile et en charbon.

## **(2) Comme vous le savez, Monsieur le Ministre, AREI est une initiative politique africaine née lors de la COP 21 en 2016. Aujourd'hui nous affichons la 1ère phase avec succès dans les délais prévus avec la réalisation des 10 GW prévus. Pourriez-vous nous faire part de vos recommandations à cet égard à la lumière de l'expérience du Soudan ?**

Les efforts de l'AREI sont très appréciés et méritent d'être salués. Atteindre 10 gigawatts est une réalisation exceptionnelle et une indication prometteuse que nous pouvons atteindre notre objectif de développer l'utilisation des énergies renouvelables en Afrique. Cette étape louable peut contribuer à répondre à la demande d'énergie du continent, même s'il reste encore beaucoup à faire. Premièrement, des politiques, des réglementations, des consultations et des structures doivent être développées et la coopération doit être encouragée afin d'améliorer les compétences et les capacités des personnes travaillant sur des projets d'énergie renouvelable. Ensuite, il est essentiel d'établir une relation harmonieuse entre les secteurs public et privé impliqués dans les énergies renouvelables. Enfin, une stratégie d'expansion des énergies renouvelables, des projets de canalisation et de développement de l'industrie technologique en Afrique, avec ses ressources abondantes, peut jouer un rôle crucial dans le processus d'industrialisation.

### **(3) Pensez-vous que l'AREI sera en mesure de relever le défi de la phase 2, c'est-à-dire 300 GW à fin 2030 ?**

La tâche à accomplir est considérable, mais si elle est menée à bien, elle contribuera de manière significative à combler le déficit énergétique en Afrique et à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Cela aura un impact positif sur l'économie, en créant des opportunités d'emploi, en exploitant les vastes ressources naturelles de l'Afrique et en ouvrant une ère de fabrication plutôt que de dépendance à l'égard des exportations de matières premières. Tournés vers un avenir meilleur, les Soudanais sont impatients de renforcer leur collaboration avec l'initiative africaine AREI et de mettre en place des projets durables dans leur pays.

### **(4) Quelles sont les forces et les faiblesses de notre continent en matière d'énergies renouvelables ?**

**Dans ce contexte, quelles sont vos recommandations pour les autres pays du continent afin d'accélérer leur développement en matière d'énergies renouvelables ?**

Le continent africain possède des sources d'énergie renouvelable abondantes et diversifiées. L'énergie solaire est facilement disponible pendant la majeure partie de l'année, le soleil brillant plus de dix heures par jour. D'autres sources d'énergie telles que le vent, la géothermie et les chutes d'eau peuvent également être utilisées dans les projets d'hydrogène vert. L'adoption de ce concept positionnera le continent comme un acteur majeur sur le futur marché de l'énergie. Cependant, le manque de fonds et de technologies reste un défi. Pour relever ce défi, l'AREI peut jouer un rôle essentiel en encourageant les projets de renforcement des capacités humaines, en développant et en localisant les technologies renouvelables, en coordonnant et en facilitant le financement, ainsi qu'en mettant en place des politiques et des structures qui réglementent le travail dans le domaine de l'énergie.

En ce qui concerne les recommandations aux autres pays, le Soudan n'en est encore qu'aux premiers stades du développement des énergies renouvelables. De nombreux pays africains ont progressé de manière significative dans ce domaine, et il est essentiel de s'inspirer de leurs expériences. À cet égard, les relations bilatérales et régionales entre les pays sont essentielles pour échanger et enrichir les connaissances. Des groupes tels que l'Initiative de l'Afrique pour les Énergies Renouvelables peuvent jouer un rôle essentiel en facilitant la coordination et les liens entre les différents pays. Un véritable partenariat entre les secteurs public et privé est essentiel dans l'industrie des énergies renouvelables.

### **(5) Quelles sont les ambitions du Soudan en matière d'énergies renouvelables d'ici à 2030 ? Pensez-vous pouvoir exporter de l'énergie propre ?**

Notre objectif pour le Soudan est d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 5 000 MW, ce qui représente 33 % de la capacité totale du bouquet énergétique soudanais. Nos ressources en énergie renouvelable sont non seulement suffisantes pour répondre à nos besoins nationaux, mais elles présentent également un potentiel d'exportation. Néanmoins, cela ne sera possible que si nous collaborons et nous coordonnons avec diverses entités opérant dans ce secteur, en particulier le secteur privé et les alliances/organisations régionales, continentales et internationales. Pour atteindre cet objectif, il faut des fonds, de la technologie, une préparation politique, une organisation structurelle, une main-d'œuvre qualifiée et une coordination efficace afin d'obtenir des résultats optimaux. Tous ces efforts doivent être rentables et très efficaces.

### **(6) L'hydrogène est le grand sujet de l'avenir de notre continent - plus de 65% des ressources mondiales sont africaines. Quel rôle pourrait jouer l'hydrogène pour le développement de l'Afrique, Monsieur le Ministre ?**

L'énergie est l'épine dorsale de l'économie et permet de créer des opportunités de développement et de croissance économique. Le continent africain possède de vastes quantités de sources d'énergie renouvelables, ce qui le place en bonne position pour jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'énergie propre à l'échelle mondiale. Une méthode a été développée pour transférer l'énergie renouvelable à l'aide de molécules chimiques, en s'appuyant notamment sur l'hydrogène. Grâce à ces ressources, l'Afrique est en mesure de devenir indépendante sur le plan énergétique, de fournir à la communauté internationale une énergie propre tout en valorisant ses matières premières et en créant des opportunités d'emploi.

Toutefois, pour atteindre cet objectif, il faut donner la priorité à la recherche scientifique et au développement technologique dans le domaine des énergies renouvelables, ce qui est non seulement faisable, mais nécessite également une vision et une stratégie communes. La Commission de l'énergie et des infrastructures de l'Union Africaine, les institutions financières africaines et l'AREI peuvent toutes jouer un rôle crucial dans la réalisation des objectifs en matière d'énergie propre. Le renforcement des liens entre ces organisations, les institutions de recherche et les entreprises technologiques facilitera la collaboration en vue d'atteindre nos objectifs communs pour un avenir énergétique durable.

# Plateformes Techniques de formation des points focaux

## AREI ACADEMY



AREI Academy a été annoncée lors du deuxième forum AREI qui s'est tenu au Caire en juillet 2022 et l'idée a été bien accueillie par les différents partenaires de l'AREI qui ont appelé à développer l'idée et à la concrétiser.

- La raison principale de cette idée ambitieuse pour AREI était d'atteindre les personnes dans les régions du continent et de s'adresser à tous les niveaux d'expertise, de la base au sommet, afin de garantir un maximum de bénéficiaires aux Africains.

- AREI, avec l'AREI Academy, tentera également d'aider la société civile, en particulier les jeunes et les femmes des pays africains, et les pouvoirs publics en améliorant la qualité du personnel à tous les niveaux, permettant ainsi au secteur privé de développer davantage son engagement en faveur des énergies renouvelables.



AREI Academy, en tant que plateforme multipartite, favorisera un dialogue ouvert entre les acteurs des énergies renouvelables en Afrique, les régulateurs, les décideurs politiques, les universitaires, les services publics, les ONG, les développeurs de mini-réseaux, les entreprises de systèmes solaires domestiques, les consultants, les investisseurs, les institutions financières, les utilisateurs d'énergie et toute autre partie prenante concernée par le développement du secteur des énergies renouvelables en Afrique. AREI Academy aura pour objectif de renforcer les capacités locales en utilisant une approche multipartite pour développer, enseigner et diffuser une réglementation et une politique énergétiques solides en Afrique.

# AREI Academy - Partenaires Potentiels



Avec cet objectif à l'esprit et la ferme conviction que l' Agenda 2030 et l'agenda 2063 sont des agendas communs, l'AREI peut promouvoir la coopération à l'intérieur de l'Afrique et entre les universités africaines et internationales afin d'avoir une masse critique appropriée pour travailler ensemble sur les plans national, régional, continental et international. défis mondiaux. Cette approche permettra de doter les travailleurs et professionnels actuels et futurs de l'instrument et des outils appropriés pour relever les énormes défis technologiques, économiques et sociétaux et de les former correctement pour pouvoir aider leurs familles et leurs communautés à faire face à de grands projets ainsi que les plus petit système solaire , en plus du soutien au processus d'élaboration des politiques et de l'efficacité des systèmes de réglementation.

Dans le domaine de la diplomatie scientifique, l'académie AREI peut également avoir pour rôle d'assimiler les résultats scientifiques d'une manière qui peut être utile pour le développement socio-économique des citoyens et de la communauté dans son ensemble tout en valorisant la science africaine. Il existe déjà une expérience de coopération dans le cadre UE-UA d'un engagement profond pour les institutions de recherche africaines, même au niveau de la Co fondation, prouvant ainsi qu'il ne s'agit pas d'un rêve mais d'un effort à long terme nécessitant, une fois de plus, une forte coordination entre les acteurs concernés dans le domaine. des SER pour le partenariat UE-UA.

Une dimension très importante des dimensions scientifiques et politiques seront développées en lien avec les départements de l'Union Africaine. De toute évidence, l'infrastructure et l'énergie mais aussi les commissaires à l'éducation doivent être activement impliqués dans cet aspect de la diplomatie scientifique et assurer la cohérence continentale avec les stratégies à l'échelle de l'Afrique.

Une action similaire consistera à rechercher la convergence et les synergies avec et à soutenir le renforcement des capacités des Centres régionaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RECREEE), les pools énergétiques régionaux , les pays, les institutions régionales africaines de financement du développement (IFD) et les institutions financières favorables aux ER.

## En Afrique:

- Des universités dans des pays ayant une expérience dans les ER et l'EE tels que l'Egypte, le Maroc et l'Afrique du Sud.
- Centres régionaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RCREEE)
- Les principales organisations du continent, telles que l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et d'autres institutions, ont le même mandat.
- UNECA et Africa Scholl of Regulation.

## En dehors de l'Afrique :

- École de régulation de Florence
- LEAP-RE Partenariat à long terme Europe-Afrique pour les énergies renouvelables, actif sous l'égide du HLPD sur le partenariat STI entre l'UE et l'UA.)
- L'IHEA Italian Higher Education with Africa qui est une fondation des 6 plus grandes universités publiques de l'Afrique.
- Le réseau d'universités IDEA League : une alliance stratégique entre cinq universités européennes de premier plan dans le domaine des sciences et de la technologie.

# LUCARNE : République Centrafricaine



**Après trois ans de travaux, la Centrale photovoltaïque de Sakaï est opérationnelle. Elle été inauguré ce 27 mars 2023 par le président Faustin Achange Touadéra**



**Mr Moussa OUSMAN** Directeur Général au sein du Ministère en charge de l'Energie en Centrafrique et point focal AREI a participé à l'inauguration ce jour de la centrale solaire de Sakaï-Ndjongo d'une capacité de 15 MW à Bangui en République Centrafricaine dans le cadre de la coopération avec la République Populaire de Chine

Fruit de la coopération sino-centrafricaine, ce projet conclu entre les deux pays suite à la rencontre entre le président Chinois et son homologue **Faustin Archange Touadéra** en marge du sommet Chine-Afrique à Beijing était concrétisé par la convention signée en 2020. Les travaux ont été lancés le 17 Janvier 2020 à travers la pose de la première pierre. D'une capacité de production de 15MW, la mise en œuvre de cette vise à résoudre les problèmes d'électricité en République centrafricaine. Cette première centrale permet désormais de réduire les délestages. En procédant à l'inauguration de cette Centrale, le président **Faustin Archange Touadéra** a exprimé sa gratitude au gouvernement Chinois pour son appui considérable en faveur du bien-être de la population centrafricaine. L'Energie est au cœur du développement et moteur économique a indiqué le Chef de l'État. Il faut préciser que cette centrale Photovoltaïque de Sakaï vient compléter les puissances déjà installés notamment Boali 2 BIS (10W) et la Centrale Thermique de Bangui de (10MW). Lors de la pose de la première pierre, le chef de l'Etat avait déclaré : « La construction de cette centrale photovoltaïque s'inscrit dans la ligne du programme de renforcement institutionnel du secteur de l'énergie, l'un des programmes prioritaires de la Politique Energétique centrafricaine et fait partie *des objectifs fixés, lors de la COP 21 à Paris.* »

# Numérisation des énergies renouvelables

Le secteur de l'énergie est maintenant dans une transition profonde vers une transformation énergétique très importante, et la numérisation est l'un des principaux facilitateurs pour assurer sa réalisation.

Les technologies numériques ont radicalement transformé notre façon de vivre au cours des dernières décennies. La façon dont nous produisons, distribuons. La consommation d'énergie ne fait pas exception.

La prolifération des technologies numériques a contribué à une explosion des données dans notre économie et nos vies, à mesure que le nombre d'appareils numériques connectés augmente, les données provenant des téléphones, des ordinateurs, des appareils électroménagers et des sources d'énergie distribuées augmentent également de manière exponentielle. Cela est vrai aussi bien dans les économies développées que dans les économies en développement.



Dans le système énergétique, la numérisation est essentielle pour intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes électriques, améliorer la fiabilité des réseaux électriques et réduire le coût d'accès à l'électricité, contribuant ainsi à une transition énergétique plus juste et équitable. La numérisation offre la possibilité de tirer parti des données dont nous disposons déjà pour acheminer l'énergie durable là où elle doit être.

L'accès à une énergie abordable, fiable et suffisante est un catalyseur essentiel des moyens de subsistance, des services publics, y compris la fourniture de services de santé et d'éducation modernes, de la productivité agricole - et donc de la sécurité alimentaire, du développement industriel et de la capacité des communautés et des entreprises à s'adapter aux chocs.

Comme on le sait, de nombreux élèves en Afrique fréquentent des écoles sans électricité, ce qui les laisse sans électricité pour l'éclairage, les livres électroniques, les tablettes, les ordinateurs, la connectivité Internet, les imprimantes, les projecteurs, le tableau interactif numérique, etc. Cela a d'énormes implications sur leur réussite scolaire et leur réussite et notamment leurs facultés d'apprentissage. Sans éclairage, ils ont des temps de lecture et d'étude très limités, sans ordinateurs, ils ne peuvent pas acquérir des compétences informatiques, sans Internet, ils sont coupés d'un monde d'outils et de ressources pédagogiques gratuits, cela aura un impact négatif sur leur préparation au marché du travail. On constate que les TIC et les outils numériques apportent plus de motivations pour les enfants qui apprennent du matériel dans les écoles.



Après avoir adopté l'ordre du jour il s'en est suivi des échanges sur **la Présentation du rapport final de l'évaluation de la phase 1 de AREI - Recommandations pour la phase 2 de AREI** et des remerciements à l'Union Européenne pour la réalisation de L'évaluation de la première phase de l'AREI par deux experts de haut niveau très utile pour la phase II de l'AREI qui constitue également un bilan mais aussi permettra d'avoir de nouveaux partenariats et mobiliser des ressources. Le document prend en compte toutes les recommandations qui ont été formulées et il sera présenté au prochain Conseil d'Administration.

Concernant **la Situation des bureaux de l'IDU**, il a été rappelé le contexte de la demande de la délocalisation des bureaux de l'AREI du siège de la BAD à Abidjan pour celui à Tunis et a annoncé sa validation par le président de la BAD. Ainsi, les modalités seront discutées entre l'IDU et la BAD même si quelques contraintes sont à relever dont le point sera fait par M. Daniel Schroth.

**Concernant la situation sur les projets**, il a été informé lors de la réunion que 60 projets de l'UE ont été labellisés et que ces projets seront soumis au prochain Conseil et de la mise en place des archives et de la base de données de l'AREI. Ainsi, si éventuellement l'AREI quittait la BAD, tous ses documents et rapports seraient en sécurité dans les archives interne de l'AREI puisqu'ils étaient hébergés dans les archives de la BAD;

**Concernant la présentation du programme des activités**, il a été informé, à l'assemblée que la liste des activités prévues pour 2023-2024 a été partagée avec tous les membres et qu'elle est sujette à modification. Remerciements faites à la France pour la réponse positive concernant son soutien et sa participation à l'événement que l'AREI organisera à Paris.

**Concernant les priorités et les stratégies de l'AREI phase 2**, M. Nicolas RITZENTHALER a été interrogé sur le mécanisme de financement de l'UE pour permettre au secteur privé de s'impliquer davantage. Une recommandation de définir un moment pour présenter ce mécanisme sera très important. Ainsi que l'importance de la participation des partenaires de l'AREI à l'événement que l'AREI organisera en Europe (Paris ou Bruxelles) pour présenter le résultat de la première phase et présenter les projets en cours au secteur privé. Elle a rappelé que le premier en 2019, le président Alpha Condé a assisté et ouvert l'événement AREI avec l'OCDE à Paris, et il est prévu que le président par intérim du Conseil d'administration ouvre celui-ci et annonce la phase 2 de l'AREI

# AGENDAS ENERGIES RENOUVELABLES 2023

## AGENDA AREI

### Avril-Mai Windhoek | Réunion Ministérielle

- Plateforme continentale technique (hybride) : Éléments d'un AAE bancable
- Réunion du CT de l'AREI Avril Virtuel
- Plateforme continentale technique (virtuelle) : Accélérer la production et l'utilisation d'hydrogène vert en Afrique
- Réunion du CT de l'AREI

### 27 avril-3 mai | Djibouti/Kenya

- Plateforme continentale technique (virtuelle) : Financement de la géothermie et atténuation des risques en Afrique de l'Est - le cas de Djibouti / du Kenya
- Réunion du CT de l'AREI

### 22-25 mai ou 05-09 juin | Paris

- Événement organisé en France
- Plate-forme technique continentale (hybride) : Programmes de politique d'énergie renouvelable.
- Réunion du CT de l'AREI

## AGENDA ENERGIES VERTES



### NAEPEC 2023 13-16 mars 2023 | Barcelone - Espagne

NAEPEC est le plus grand et le plus influent salon et conférence international d'Afrique du Nord, d'Europe et de la Méditerranée dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie.



### World Electrolysis Congress | 14-16 mars 2023 | Dusseldorf - Allemagne

World Electrolysis Congress est l'événement axé uniquement sur les opportunités et les défis de la technologie de l'électrolyseur.



### Conférence Nationale de l'Hydrogène Renouvelable | 15 mars 2023 | Paris - Ministère de l'Économie et des Finances

La conférence H2 Entreprises était une journée de tables rondes permettant de couvrir tous les sujets fondamentaux de l'hydrogène renouvelable. Les discussions entre experts, scientifiques, institutionnels et entreprises pionnières de l'utilisation de l'hydrogène renouvelable ont permis de dresser un état des lieux français et international, de comprendre les enjeux technologiques et économiques, et d'apporter un éclairage sur les trois principales utilisations de l'hydrogène renouvelable : pour la mobilité, l'industrie et la chaleur.